

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2016

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 12

Pouvoirs : 6

L'an deux mille seize et le vingt-trois mai, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, BERGEZ Danielle, Adjointes ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BESSONE Éric, BOISBOURDIN Philippe, RNET-YAGUE Delphine, SCHLICHTER Danièle.

Absents et excusés :

**GARCIA Éric (pouvoir à BERTHIAUX Françoise),
LAMBERT Éliane (pouvoir à TAXI Odile),
MARTIN Alain (pouvoir à BESSONE Éric),
PALDACCI-UVERNET Antony (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc),
PELLERIN Annick (pouvoir à UVERNET Gabriel),
SILVA Alain (pouvoir à BERTHIAUX Lucien),
LESUEUR Frédéric.**

Désignation du secrétaire de séance : Mme TAXI Odile

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions : Avenant n°1 Extension de la couverture en télévision numérique terrestre sur le territoire du Thoronet.

Retrait du point n° 10 ayant pour objet « Avenant n°1 à la convention relative à l'adhésion au service commun d'instruction des autorisations du droit des sols conclue avec la Communauté de Communes Cœur du Var ».

Arrivée de Mme SCHLICHTER à 18h15

1. CRÉATION DE TROIS POSTES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES EMPLOIS D'AVENIR

Sur le rapport de Monsieur le Maire exposant :

Considérant que le dispositif des emplois d'avenir vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi, âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés ou résidant dans des zones prioritaires,

Considérant que ce dispositif prévoit l'attribution d'une aide de l'état liée à l'engagement de la collectivité en matière d'accompagnement du jeune (contenu du poste, tutorat, formation ...),

Considérant que les jeunes sont recrutés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé qui bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi,

Considérant que la durée hebdomadaire afférente à l'emploi est, sauf dérogations particulières, de 35 heures par semaine, la durée du contrat est normalement de 36 mois et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

M. LE MAIRE explique qu'un des contrats envisagés aura pour mission les fonctions d'A.S.V.P. pendant les sorties d'école ; au-delà l'agent interviendra aux services techniques. Les deux autres contrats seront conclus pour l'école prioritairement.

Mme BERTHIAUX demande si des formations sont prévues pour ces contrats d'avenir et si des tuteurs sont désignés.

M. LE MAIRE lui répond que la Commune, en tant qu'employeur, a l'obligation de financer les formations qualifiantes pour les agents recrutés en contrat d'avenir.

Pour exemple, la Commune a financé pour les agents de l'école leur formation B.A.F.A. ; à l'agent A.S.V.P., la Commune a pris en charge son permis de conduire ; quant aux agents des services techniques, il s'agissait du permis poids lourds.

Les tuteurs sont désignés selon le service d'affectation.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Décide de créer trois postes, **à compter du 1er juin 2016,** dans le cadre du dispositif « emplois d'avenir » dans les conditions suivantes :

- ⇒ Contenu du/des postes : Agent polyvalent au sein des services municipaux
- ⇒ Durée des contrats : 36 mois
- ⇒ Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
- ⇒ Rémunération : 100 % du SMIC.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

2. CONCLUSION CONVENTION ASSOCIATION « LES VOIX ANIMÉES »

Monsieur le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que l'association « Les voix animées » propose 2 sessions de stages :

- « Sur les pas du Roy René » du Dimanche 19 Juin au Samedi 25 Juin 2016 ;
- « Stabat Mater » du Lundi 5 Septembre au Samedi 10 Septembre 2016 ;

Ces représentations, outre l'aspect culturel, revêtent un caractère pédagogique.

En effet, la compagnie participe à des actions pédagogiques (3 - 4 classes) auprès de l'école Lucie Aubrac, suivies d'ateliers pour les élèves avec pour thématique le chant médiéval.

Lecture est donnée de la convention.

Mme DIETRICH-WEISS demande le montant que représente la mise en œuvre de cette convention.

M. LE MAIRE lui répond qu'il s'agit du montant précédemment adopté au cours du vote du budget primitif.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention présentée avec l'association « Les voix animées ».

ARTICLE SECOND : D'autoriser le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité

<p>3. <u>AMÉNAGEMENT JARDIN COMMUNAL AW 298 LE THORONET ET INTERVENTION DE L'ASSOCIATION THORONÉENNE SPORTS ET NATURE</u></p>
--

M. ZAMORA rappelle aux membres du Conseil municipal que la Commune a procédé à l'acquisition de la parcelle AW 298 en vue d'y réaliser la construction d'équipements collectifs soit l'extension de l'Hôtel de Ville, avec implantation de futurs services administratifs de la Commune et le transfert de certains services municipaux existants,

Ce terrain, situé au cœur du centre urbain sera classé en zone urbaine constructible au sein du P.L.U. en cours d'élaboration.

Dans l'attente de l'approbation du P.L.U, il est proposé d'aménager temporairement ce terrain en jardin public.

L'association Sports et Nature, s'est manifestée auprès de la Commune pour assister bénévolement les services techniques municipaux pour la conception et l'entretien de ce jardin.

M. BESSONE souhaite des explications sur l'intervention des services techniques pour ce jardin.

M. LE MAIRE explique que les services municipaux sont intervenus pour réaliser la première propreté du terrain ; désormais les services techniques n'interviendront plus sauf pour réaliser le mur en pierre.

M. BERTHIAUX : « Considérant qu'il s'agit d'un jardin public, tout administré pourra t'il s'y promener ? »

M. LE MAIRE répond par l'affirmative et indique que le public a le droit de se rendre dans le jardin mais ne pourra pas y travailler, s'il n'appartient pas à l'association Sport et Nature.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confier, à titre gracieux, l'aménagement paysager du jardin AW 298 le Thoronet, à l'association Sports et Nature, pour une durée d'un an renouvelable.

L'association devra préalablement soumettre son projet à Monsieur le Maire et associera le Directeur de l'école Lucie Aubrac ainsi que la Directrice de la Maison des Jeunes du Thoronet afin d'inciter la jeunesse thoronéenne à s'impliquer dans ce projet.

ARTICLE SECOND : Seuls les membres de Sports et Nature pourront réaliser les travaux d'entretien et ce sous l'entière responsabilité de ladite association.

ARTICLE TROISIEME : Lorsque l'association Sports et Nature reçoit des dons en nature (plantes, vignes etc.) pour l'aménagement du jardin, elle devra obligatoirement informer les donateurs du caractère non pérenne du jardin.

Adopté à l'unanimité

4. ADOPTION DU RAPPORT N°3 DE LA C.L.E.C.T. DU 08/03/2016

Vu le rapport n°3 de la C.L.E.C.T. du 8 mars 2016,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2016/44 du 29 mars 2016 adoptant le rapport n°3 de la C.L.E.C.T. du 8 mars 2016.

Monsieur BUISINE expose au Conseil Municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var a instauré au 01.01.2015 la fiscalité professionnelle unique (F.P.U.).

A ce titre a été créée la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées qui doit obligatoirement se réunir dans l'année qui suit l'instauration de la F.P.U..

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le rapport n°3 de la CLECT du 08/03/2016 modifiant le montant des attributions de compensation.

Adopté à l'unanimité

<u>5. PROJET DE DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRICITÉ DE LA RÉGION DU LUC ET AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL</u>

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5210-1-1,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment les articles 33, 35 et 40 relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre des nouveaux schémas départementaux de coopération intercommunale,

Vu l'arrêté préfectoral n°12/2016-BCL du 29 Mars 2016,

La mise en œuvre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale défini par arrêté préfectoral n°18/2016-BCL du 19 avril 2016 porte projet de dissolution du Syndicat Intercommunal d'Électricité.

Monsieur le Maire explique qu'en application de l'article 40 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), ce projet doit être soumis à l'avis du Conseil Municipal.

Au terme de cette consultation, Monsieur le Préfet prononcera par arrêté la dissolution du syndicat après accord des Conseils Municipaux des Communes incluses dans le projet.

Cet accord doit être exprimé par la moitié aux moins des Conseils Municipaux des Communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le Conseil Municipal de la Commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière est la plus nombreuse au moins le tiers de la population totale.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'approuver la dissolution du Syndicat Intercommunal d'Électricité comme proposé dans l'arrêté préfectoral n° 18/2016-BCL du 19 avril 2016.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : M. LE MAIRE et son pouvoir ainsi que M. ZAMORA Jean-Luc et son pouvoir)

(Abstention : M. BOISBOURDIN Philippe)

6. <u>NOUVELLE DÉLIBÉRATION « CONVENTION CADRE DE FORMATION CNFPT ANNÉE 2016 »</u>

Vu la délibération du 22.02.2016 adoptant la convention cadre de formation CNFPT année 2016,

Considérant le courriel du 09/03/2016 du C.N.F.P.T. informant d'une nouvelle version de la Convention,

Considérant dès lors qu'il importe de valider cette nouvelle convention,

Monsieur Le Maire expose aux membres de l'Assemblée délibérante que la Commune du Thoronet est affiliée au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.)

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale est un établissement public, paritaire et déconcentré, au service des collectivités territoriales et de leurs agents. Il est chargé de la formation et de la professionnalisation de l'ensemble des personnels des collectivités locales (1,8 million d'agents), et de l'organisation de certains concours et examens de la fonction publique territoriale. Il propose également des services en matière d'emploi pour les cadres de direction des collectivités locales. Pour mettre en œuvre ces missions, les recettes de l'établissement sont principalement constituées par une cotisation obligatoire s'élevant à 0,9% de la masse salariale des collectivités locales.

Chaque commune peut demander au C.N.F.P.T. des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation, notamment, les actions de conseil, d'accompagnement de projet et d'orientation des agents, la formation des agents territoriaux sur des dispositifs non financés par la cotisation (par exemple la bureautique), la formation des personnels non cotisants (tels que les contrats aidés).

Ces prestations font préalablement l'objet d'un devis. Il convient aujourd'hui d'entériner la Convention Cadre de Formation.

Mme DIETRICH-WEISS donne lecture du projet de délibération.

Mme BERTHIAUX demande des explications quant à l'organisation des formations et des possibilités pour les agents d'obtenir les validations des acquis de l'expérience, formation qui n'est plus assurée par le C.N.F.P.T..

M. LE MAIRE répond que : « Les agents disposent d'un droit à la formation mais également d'une obligation à être formés. En priorité, la Commune met l'accent pour le secourisme au travail ainsi que pour les formations extincteurs ; nous répondons favorablement aux demandes des agents lorsqu'ils décident de parfaire leurs connaissances professionnelles. La validation des acquis de l'expérience en fait partie et est acceptée par la Commune sauf nécessité de service bien entendu ».

Mme BERTHIAUX relève la possibilité d'une formation à l'armement pour les policiers municipaux.

M. BERTHIAUX demande à M. LE MAIRE si le policier municipal porte une arme.

M. LE MAIRE lui répond par la négative et indique qu'il ne juge pas utile que le policier municipal du Thoronet soit armé.

Il informe cependant le Conseil Municipal de l'obligation pour la Commune de fournir à ce dernier un gilet pare-balles.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De valider la Convention Cadre de Formation, au titre de l'année 2016, entre Le C.N.F.P.T. et La Commune de Le Thoronet.

ARTICLE SECOND : De déléguer à M. Le Maire le pouvoir de conclure ladite convention et de mettre en œuvre les actions qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération remplace la délibération du 22/02/2016 ayant le même objet.

Adopté à l'unanimité

7. INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE LOGEMENT DES INSTITUTEURS

Vu la demande de Monsieur le Préfet du Var du 23/03/2016 portant sur le montant de l'Indemnité Représentative de Logement des instituteurs ;

M. LE MAIRE précise qu'auparavant la Commune s'était prononcée à l'encontre de la proposition préfectorale, cependant la délibération n'avait pas été suivie d'effets par le Préfet.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De donner un avis favorable au montant de l'I.R.L. fixé par le C.D.E.N soit 3 446,85 euros.

ARTICLE SECOND : De transmettre le dit-avis à Monsieur le Préfet du Var.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : M. BESSONE)

8. ATTRIBUTION SUBVENTION ASSOCIATION DU FOYER RURAL.

M. LE MAIRE lit le projet de délibération ainsi que la lettre du Trésorier de l'association du Foyer Rural.

Cependant au moment du vote, considérant que quatre élus devaient se retirer de la salle en leur qualité d'adhérents à l'association, le quorum n'est plus atteint au sein de l'assemblée délibérante.

Dès lors, le point est reporté au prochain Conseil Municipal.

9. RÉSILIATION (CONGÉ) BAIL COMMERCIAL POUR LE BIEN LOUÉ PAR LA COMMUNE 6 SIS AW 84 LE THORONET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants,

Vu le Code du Commerce,

Vu le P.O.S. approuvé le 12/07/1988 et révisé le 20/09/1993,

Vu la délibération du 13 juin 1996 instituant le droit de préemption urbain dans les zones U du P.O.S., sur le territoire de la Commune de LE THORONET,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2008, confirmant l'institution du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U de la Commune de LE THORONET,

Vu la décision du Maire du 15/09/2014, modifiée le 24/09/2014 portant location du bien 6 sis AW 84 Le Thoronet, à compter du 1^{er} janvier 2014 avec paiement du premier loyer à partir du 1^{er} septembre 2014.

Vu la déclaration d'intention d'aliéner, enregistrée en mairie sous le n°08313615B0003, reçue le 10 Février 2015, adressée par le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Draguignan, service du JEX IMMOBILIER, en vue de la cession d'une propriété appartenant à la S.C.I. SANTA ROSA, sise LE THORONET cadastrée comme suivant :

Section	N°	Superficie Totale	Superficie visée par la préemption
AW	84	00ha 26a 62ca	519,90 m ²

la mise à prix du bien considéré ayant été fixée à hauteur de 300 000 €.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2015 ayant pour objet « Acquisition parcelle AW 84 - Le Thoronet par voie de préemption » par laquelle l'assemblée délibérante décidait que la commune du Thoronet se porterait acquéreur au prix figurant dans la Déclaration d'intention d'aliéner n°08313615B0003 soit 300.000 € (prix principal),

Considérant la surenchère exercée le 5 juin 2015, pour le dit bien AW 84 le Thoronet, pour un montant de 330 000 €,

Considérant l'audience d'adjudication sur surenchère qui s'est déroulée le 18 septembre 2015,

Considérant la notification du résultat de la dite audience par le Greffe du juge de l'exécution JEX IMMOBILIER du 21/09/2015 RG N° : 14/08503 soit l'adjudication du bien susvisé au surenchérisseur S.A.S. Foncière Victor Hugo, pour un montant de 770 000 € (+ 20 422,46 de frais),

Considérant la délibération du 28/09/2015 « Droit de préemption – AW n° 84, le Village LE THORONET » par laquelle l'assemblée délibérante a décidé de ne pas exercer son droit de préemption pour le bien AW 84 LE THORONET, au regard des conditions fixées par l'audience d'adjudication sur surenchère du 18 septembre 2015 soit 770 000 € (+ 20 422,46 € de frais),

Considérant la notification de la substitution du bailleur pour le bien AW 84 LE THORONET établie le 05/12/2015 par la Société d'Avocats Inter-Barreaux – SELARL Gilbert BOUZEREAU- Grégory KERKERIAN – Vanessa REA,

Considérant la volonté de la Banque Populaire Côte d'Azur de faire expertiser, d'ici fin Mai 2016, le bien immobilier AW 84 LE THORONET afin d'entrer en discussion avec la Commune pour déterminer l'avenir de leurs liens contractuels respectifs, notamment la possibilité d'établir un contrat de location vente,

Considérant la correspondance du représentant de la Banque Populaire Côte d'Azur transmise le 13 Mai 2016, indiquant que le Comité de Direction ne pourra examiner la demande de la Commune qu'à partir du mois de Juin 2016,

Considérant les clauses du bail commercial notamment le paragraphe portant sur sa durée « ... le bail est consenti pour une durée de neuf années avec la faculté pour le preneur de mettre fin au bail au terme de chaque période triennale, moyennant un congé donné par acte extra-judiciaire avec préavis de 6 mois ... »,

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal de mettre en œuvre ladite clause et de se libérer du Contrat de location commerciale du bien AW 84 LE THORONET, à compter du 01/01/2017, 00h00.

En effet, un préavis de 6 mois est nécessaire, soit avant le 01/07/2016 et la Commune ne peut attendre l'issue des démarches entreprises par la Banque Populaire Côte d'Azur.

Le congé proposé ne présume en rien de l'issue des négociations. Monsieur le Maire cite en cela le représentant de la Banque Populaire Côte d'Azur « Cela n'est pas une difficulté puisque vous pouvez délivrer le congé, et si nous nous entendons celui-ci sera non avenu ».

M. BERTHIAUX sollicite M. LE MAIRE afin d'obtenir des explications s'agissant de la date retenue pour la prise d'effet du contrat, soit le 1^{er} janvier 2014 alors que le premier loyer est dû à compter du 1^{er} septembre 2014.

M. LE MAIRE expose à l'assemblée délibérante qu'il a effectivement signé le contrat établi par le bailleur initial, M. MACRI en septembre 2014 ; cependant, le bailleur avait inscrit à la fin du document la date du 1^{er} janvier 2014.

Il indique qu'il n'avait pas eu d'autre choix que de signer, immédiatement, le contrat présenté et rédigé par M. MACRI car celui-ci conditionnait la conclusion du bail de la pharmacie à la signature immédiate dudit contrat ; il n'a pas eu le choix et il n'a pas pu soumettre le contrat au contrôle du conseil juridique.

M. LE MAIRE explique en outre que la banque n'a retenu jusqu'à présent que la date du 1^{er} janvier 2014 comme date de départ du contrat ; s'il venait à en être autrement, une nouvelle délibération serait nécessaire.

Mme BERTHIAUX demande s'il n'y avait pas d'autre possibilité pour obtenir la pharmacie au Thoronet.

M. BUISINE lui répond qu'il aurait été difficile, voir impossible, de permettre l'ouverture d'une pharmacie au Thoronet dans un autre local que celui actuellement occupé, de par les normes imposées par l'A.R.S., notamment en terme de places de parking obligatoires.

M. BERTHIAUX demande quels montants ont été engagés depuis la location de ce bien.

M. LE MAIRE lui répond que la Commune a participé à hauteur de 50 % pour la réalisation du mur de séparation entre la pharmacie et le local loué par la Commune. Il y a également le matériel du plaquiste mis en l'attente des résultats de la négociation avec la Banque ainsi que les frais validés en Conseil Municipal pour l'architecte étudiant le changement de destination du local.

M. BUISINE relate la première réunion de négociation entre la Commune et le représentant de la Banque Populaire Côte d'Azur. La Commune a fait valoir son intention d'obtenir la cession du local sous la forme de contrat de location-vente, souhaitant que les loyers déjà versés entrent dans la composition du contrat de location-vente. Il a été clairement exprimé que la Commune se refusera à accepter le montant de la surenchère.

La banque a souhaité expertiser le bien avant de réaliser une quelconque proposition.

Mme BERTHIAUX demande si le projet de contrat de location-vente porterait sur l'ensemble des locaux, y compris celui la pharmacie.

M. BUISINE répond que c'est ce qui a été demandé mais le représentant de la banque, à ce stade, n'a pu s'engager qu'à relayer la demande de la Commune auprès de sa cliente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De donner congé, à compter du 01/01/2017 - 00h00, à la Banque Populaire Côte d'Azur dans le cadre du contrat de bail commercial du bien 6 sis AW 84 LE THORONET, conclu entre la Commune du Thoronet, représentée par le Maire Gabriel UVERNET et la S.C.I. Santa Rosa substituée par la Banque Populaire Côte d'Azur.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de mettre en œuvre la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son application.

ARTICLE TROISIEME : De confier à Monsieur le Maire le soin de poursuivre les négociations avec l'actuel bailleur Banque Populaire Côte d'Azur afin de pouvoir soumettre à l'assemblée délibérante plusieurs modalités d'achat du dit bien, notamment la location-vente.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

Les membres de l'assemblée délibérante s'accordent pour solliciter l'École de musique « Coupo Santo » afin que le cours de batterie donné au dessus de la salle du Conseil Municipal soient annulés, décalés à un autre jour de la semaine ou déplacés temporairement à l'écomusée les soirs de séance du Conseil Municipal.

Information de M. LE MAIRE :

- M. LE MAIRE donne lecture du courrier de la gérante du Clos des Médiévales qui souhaite obtenir douze places supplémentaires pour les occupants du centre d'hébergement.
- Présentation du projet de Schéma de Coopération Intercommunale du Var : le périmètre de la Communauté de Communes Cœur du Var n'a pas connu de modifications
- Lecture du courrier de l'Association des Maires du Var portant sur leur budget.

Informations de Mme BERTHIAUX :

- Mme BERTHIAUX indique que la fresque réalisée par les jeunes du Thoronet devait être présentée et soumise au Conseil Municipal ; il en a rien été, malgré l'engagement au cours du dernier conseil.

Mme TAXI indique que le projet a été présenté à M. LE MAIRE et validé en accord avec la Communauté de Communes et qu'il était nécessaire de prendre rapidement des décisions.

M. LE MAIRE indique qu'il n'en avait pas souvenance et s'en excuse.

- Mme BERTHIAUX regrette qu'après la clôture de la dernière réunion du Conseil Municipal, les Conseillers Municipaux n'aient pas pris le temps d'écouter avec attention les commerçants qui avaient patiemment attendu l'issue du Conseil pour présenter leurs attentes ; elle regrette le manque de politesse et le manque d'égards envers ces personnes.

M. LE MAIRE indique qu'on peut le remarquer effectivement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h45.

La secrétaire de séance

Mme TAXI Odile